

Déclaration de la section

« Pour une politique citoyenne du logement et de la ville »

La déclaration a été adoptée lors du second Forum Social de Russie le 14 juillet.

« Nous, participants à la conférence « Pour une politique citoyenne du logement et de la ville » du second FSR déclarons :

Ainsi que l'avaient annoncé les militants de gauche et des droits de l'homme, la réforme de la politique du logement, dont la dernière étape a été entamée il y a deux ans par le pouvoir, en particulier par l'adoption du nouveau code du logement, s'est traduite par une offensive massive sur les droits sociaux de la majorité de la population. La classe dirigeante de Russie n'est pas seule aujourd'hui à mener une politique du logement ultra-libérale. L'idéologie antisociale dans la sphère du logement et de la ville est forgée dans le cadre d'instances de type « G8 », imposant au monde entier la politique de remise en cause des droits sociaux acquis au nom du profit des grandes corporations.

Dans cette situation le pouvoir russe a renoncé à porter la moindre responsabilité pour l'état d'un parc de logement en voie de décrépitude, alors que les revenus très bas de la population ne permettent pas de faire face aux dépenses pour l'entretien et la réfection des habitations. Dans un nombre important d'immeubles dans tout le pays les ascenseurs ne fonctionnent pas, les toits fuient, les canalisations et les circuits électriques tombent en ruine. Or cette détérioration des habitations s'accompagne d'une hausse constante et très forte des charges communales et d'une réduction drastique des aides sociales de l'Etat aux couches les plus précaires de la population.

En même temps la réforme vise à transformer la sphère du logement en source de profit, en premier lieu pour les fonctionnaires corrompus et les structures commerciales qui leur sont liées. La tendance à l'extraction du profit à tout prix dans les conditions d'un système de pouvoir profondément corrompu conduit à une violation systématique de la législation régulant les sphères du logement et de la ville. Il en résulte non pas l'amélioration des conditions de vie promise par les idéologues des réformes néolibérales, mais l'instauration du non-droit dans ces sphères : constructions immobilières sauvages, détérioration des conditions sanitaires et écologiques de vie, surélévation des loyers et des charges communales, détérioration de la qualité des services communaux et d'entretien des habitations, privatisations des places publiques, confiscation pour d'obscures « besoin d'Etat » de biens immobiliers, expulsions et relégations des habitants dans les banlieues éloignées.

La privatisation des « monopoles naturels » (*terme russe désignant en fait les services publics – l'eau, l'électricité, le chauffage, les transports en commun*) a commencé, d'abord de façon feutrée par des concessions publiques de long terme. Tout ces services pourraient faire l'objet d'une exploitation efficace permettant de développer le secteur public, or ils deviennent une arme pour exploiter les citoyens dans leurs propres appartements et habitations.

Proclamé par le pouvoir, le programme national « Accès au logement » ignore les besoins réels de la société. Des dizaines de millions de citoyens à la recherche de logement ne sont pas en mesure d'envisager même la perspective d'économiser pour accéder au logement, les crédits existants étant hors de leur portée.

Imposant le nouveau Code du logement, les autorités fédérales, régionales et locales ne se soucient absolument pas d'informer la population sur ses droits et sur les nouvelles conditions de gestion des habitations. Presque partout les possibilités d'autogestion sont anéanties au moyen d'une manipulation de l'opinion publique par les clans politico-économiques locaux. Par une distribution parcimonieuse et clientéliste des fonds aux municipalités, les problèmes du logement deviennent eux-mêmes un moyen de chantage par lequel les élites régionales s'assurent la loyauté des municipalités et consolident la « verticale du pouvoir » autoritaire à tous les étages de la société.

Dans ces conditions nous estimons indispensable une intensification de la lutte en faveur d'une politique du logement et de la ville réellement au service des intérêts de la population. La campagne massive « Pour une politique citoyenne du logement », menée en février-avril de cette année l'Union des comités (Soviet) de coordination de Russie (SKS) et d'autres mouvements sociopolitiques, doit être relancée à un niveau supérieur d'organisation et de coordination des luttes. Aussi jugeons-nous indispensable la création du « Mouvement russe des habitants » regroupant les coalitions régionales déjà existantes de comités d'habitants, comités d'autogestion et d'autres groupes d'initiatives citoyens. Ce mouvement mènera ses activités dans le cadre du réseau Union des comités (Soviet) de coordination de Russie (SKS)

en qualité d'alliance thématique, au même titre que le Mouvement des habitants de foyers. Nous nous prononçons pour la coopération avec les mouvements du même type existant dans d'autres pays, en particulier l'Alliance Internationale des Habitants. Dans un monde global – une résistance globale ! Pour la défense de nos droits, pour une politique citoyenne du logement !